

Intervention de Dominique BAERT, au nom du groupe SRC sur la mission
Engagements financiers de l'Etat
- lundi 14 novembre 2011 -

Madame la Ministre,

Nous sommes réunis ce soir pour examiner les crédits de la mission « Engagements financiers de l'État » et nous prononcer sur la charge de sa dette, au moment où, on l'a vu ces derniers jours, la position de la France est attaquée sur les marchés comme jamais depuis la création de l'euro.

Ces attaques exigent de notre part une attitude responsable. Tout en dénonçant avec force les chiffres de la dette publique, dont les charges d'intérêt n'ont jamais atteint un tel niveau – ce qui est significatif, à nos yeux, du bilan du sarkozysme –, le groupe socialiste, radical et citoyen annonce d'emblée que, par esprit de responsabilité, il votera les crédits de la mission « Engagements financiers de l'État », car il ne peut être question de jeter de l'huile sur un feu déjà difficile à contenir.

Certes, ces attaques sont à relativiser, ne serait-ce que parce que les taux de la dette française sont à peine supérieurs, en valeur absolue, à l'inflation. Nous ne sommes pas dans le cas de figure de la Grèce ou du Portugal, ni même, tant s'en faut, de l'Italie. Mais, en disant cela, il ne faut pas pour autant occulter une double réalité.

Premièrement, l'écart de taux entre le /Bund/ allemand et les OAT françaises, qui était de 30 points de base en mai, a dépassé les 160 points ces derniers jours. Certes, l'écart s'accroît davantage par diminution du taux de rendement allemand, que par l'augmentation du taux français, mais cela signifie tout de même que la crédibilité comparée des deux placements s'est modifiée, au détriment de la dette française.

Avec cet écart, le plus élevé jamais connu depuis 2002, la France s'est d'évidence écartée du niveau de crédibilité financière que sa notation triple AAA est censée lui donner, ce qui a permis à certains observateurs de dire que cette notation, notre pays vient /de facto/ de la perdre.

Deuxièmement, aux yeux des marchés, les dirigeants français ne sont pas convaincants. La hausse des /spreads/ ne met pas seulement en avant des écarts de gestion des finances publiques, mais un écart de crédibilité dans la gestion des finances publiques.

La vérité est simple : depuis 2002, la droite n'aura pas été bonne gestionnaire de nos finances. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La dette publique s'élevait à 57,1 % du PIB en 2001, 67 % en 2007 et 87,4 % en 2012 : 20 points de PIB de plus en quatre ans ! Le besoin de financement de l'État est passé de 90,6 milliards d'euros en 2001 à 182 milliards en 2012. La charge annuelle de la dette, qui était de 38,1 milliards d'euros en 2001, s'élèvera à 48,8 milliards en 2012. Avec un tel niveau, elle semble condamnée à une inexorable hausse.

Chacune de mes mises en garde, égrenée année après année dans mon rapport annuel sur la mécanique implacable de la dette, aura été vaine.

Sourd, dogmatique, le Gouvernement a poursuivi sa politique d'appauvrissement de l'État et persisté à amputer le budget de l'État de ses recettes fiscales.

Le résultat, ce sont les déficits, les dettes à rembourser, les appels répétés et soudains à la rigueur, à une austérité brutale, car évidemment la sanction des marchés est là, alors que l'élection approche.

Pourtant, qui peut croire que le Gouvernement puisse en quelques semaines se parer de la vertu d'une fourmi, alors qu'il aura été cigale pendant tant d'années ?

C'est une autre stratégie financière qu'il faut mettre en œuvre durablement, et qui viserait à réduire réellement le besoin de financement de l'État ; à « nationaliser » davantage notre dette, surtout à court terme, pour réduire notre dépendance à l'égard de l'épargne non résidente, en veillant au passage à ce que les institutionnels français, banques et assurances, ne se mettent pas à vendre des titres de la dette française dès la première tension sur les marchés, ce qui s'est malheureusement produit et qui est un comportement inacceptable ! Et enfin, à mobiliser nos ressources pour doper notre potentiel de croissance structurelle, ce qui allégera de fait la charge relative de la dette.

Telle est l'alternative : redresser les finances publiques certes, mais préserver la croissance, pour éviter de faire le lit de la dépression et du chômage, qui nous menacent dangereusement.